



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 27 décembre 2016 (9<sup>ème</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2016-12-09/Act**

#### **OBJET : Décision modificative Budget Assainissement**

L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre à 12h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt (20)**

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)**

Mme SERMANSON Sylvia à M. ANZALA Jean  
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle

**CONSEILLERS EXCUSES : Six (6)**

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme GUILLAUME Stella, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme RAMASSAMY Yvelle.

**CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)**

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent.

**A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt**

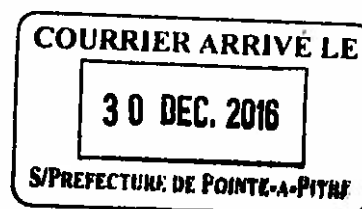
**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),**

**Vu l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;**

**Vu les statuts de la CANGT ;**

**Vu les crédits ouverts au budget annexe assainissement pour l'exercice 2016**



**Considérant** que les travaux de la construction de la STEP de Morne à l'Eau ont fait l'objet d'un préfinancement AFD de la subvention FEDER à hauteur de 2 736 000 € mis en place par la ville.

**Considérant** que la somme a été libérée et encaissée par la Trésorerie de MORNE A L'EAU.

**Considérant** que dès lors, l'opération entraîne une cession de créance au profit de l'AFD qui devient bénéficiaire du versement de la subvention à échéance.

**Considérant** que la CANGT a encaissé à tort le versement de deux acomptes.

**Considérant** qu'il convient de restituer les sommes perçues à l'AFD.

**Considérant** que cette opération nécessite une inscription budgétaire en dépense, la contrepartie est assurée par la constatation pour ordre de la subvention.

**Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** De modifier la décision modificative du budget Assainissement ci-après

Imputation	Dépenses		Imputation	Recettes	
13- 1317	Reversement encaissement du 31/05/2015	507 696 €	13- 1317	Subvention	507 696 €
13- 1317	Reversement encaissement du 23/12/2015	639 485 €	13- 1317	Subvention	639 485 €
	<b>Total</b>	<b>1 147 181 €</b>			<b>1 147 181 €</b>

**ARTICLE 2 :** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues – 97100 Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*